

# Les zones d'activités refusent la «prise d'otage»

La crise des Gilets jaunes a trop duré pour les responsables des zones d'activités qui s'estiment pénalisés et redoutent un impact économique douloureux. Ils saisissent le préfet

«**N**ous, les responsables des zones d'activités, nous appelons les pouvoirs publics à tout faire pour que l'économie de notre territoire ne soit plus mise à mal». Une fois n'est pas coutume, c'est d'une seule voix que s'expriment les zones industrielles et commerciales du Var.

Réunies en début de semaine à La Garde, elles ont voulu extérioriser le ras-le-bol et la morosité qui régissent dans les rangs depuis le début de la crise des Gilets jaunes. Une prise de parole qui s'est accompagnée d'une demande d'audience auprès du préfet afin de faire remonter officiellement l'amertume.

«Le premier weekend de mobilisation, les grosses en-

seignes ont vu leur chiffre d'affaires plonger de 80 %.

Et même si, depuis, le décrochage semble un peu moins violent, rien ne permet de rattraper ça», enrage par exemple Serge Ternoir, président de l'Aluzi (La Garde, La Crau, La Farliède).

«Et on ne peut pas résumer le problème au chiffre d'affaires des commerces», ajoute Laurent Falaise, président de La Crau pôle. Toutes les entreprises font face à des dysfonctionnements quotidiens comme des rendez-vous annulés ou des salariés obligés de perdre du temps pour trouver du carburant».

## La forme et le fond

Dans le communiqué qu'elles diffusent ensemble, les zones assurent «de



Réunis à La Garde, les responsables de zones d'activités demandent aux pouvoirs publics « de tout faire pour que l'économie de notre territoire ne soit plus mise à mal » par la crise des Gilets jaunes. (Photo Luc Bourria)

fendre la liberté d'expression », mais estiment qu'elle ne « doit pas comme aujourd'hui porter atteinte à la liberté de circulation des biens et des personnes. » Pas question cependant de

critiquer en bloc le mouvement des Gilets jaunes. Les zones d'activités s'assistent volontiers au combat pour voir le pouvoir d'achat augmenter et la pression fiscale diminuer.

«Nous sommes pleinement concernés par la nécessité de retrouver les conditions d'un véritable consentement à l'impôt», précisent-elles par exemple, mais elles dénoncent la méthode em-

ployée par le mouvement. « Il faut que ça cesse et que chacun puisse travailler. Ça a déjà trop duré », s'agace Sandrine Armabessaire, responsable de Sanary-Entréprende. « Et s'il le faut, pour nous faire entendre, nous sommes prêts à descendre dans la rue », tonne Laurent Falaise.

P.-H.C.

Les zones signataires sont l'Aluzi-Toulon est, l'Adeto Toulon est, La Valette Val coeur, La Crau Pôle, Sanary Entreprendre Sud Sainte-Baume, Cuers Entreprendre, Hyères Entreprendre, Hyères UAZP, Brignoles Niccolotti, Draguignan ZAE Hermentaire.